



## CHAPITRE 162

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

## CHAPTER 162

An Act respecting The school commissioners for the municipality of Saint-Louis, in the county of Jacques-Cartier

[Assented to, the 5th of March, 1959]

Préambule.

**A**TTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, ont, par leur pétition, représenté qu'ils sont régis par la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 59), et ses amendements;

Attendu que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, ont, par leur pétition, représenté que la Loi de l'instruction publique ne répond pas à tous les besoins de leur corporation scolaire;

Attendu que cette corporation scolaire a besoin de pouvoirs additionnels pour faire face à ses obligations et pour poursuivre une administration saine et équitable;

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Perception des taxes scolaires.

**1.** Nonobstant les dispositions de l'article 537 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), la cité de Saint-Laurent devra, à compter du premier janvier 1960, percevoir les taxes qui deviendront dues, dans les limites de son territoire, aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, suivant les dispositions ci-après mentionnées.

Preamble.

**W**HEREAS The school commissioners for the municipality of Saint-Louis, in the county of Jacques-Cartier, have, by their petition, represented that they are governed by the Education Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 59), and its amendments;

Whereas The school commissioners for the municipality of Saint-Louis, in the county of Jacques-Cartier, have, by their petition, represented that the Education Act no longer meets all the requirements of their school corporation;

Whereas such school corporation needs supplementary powers to face its obligations and carry on an equitable and sound management;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Collection of school taxes.

**1.** Notwithstanding the provisions of section 537 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233), the city of Saint-Laurent shall, from the first of January, 1960, collect taxes to become due, within the limits of its territory, to the school commissioners for the municipality of Saint-Louis, in the county of Jacques-Cartier, pursuant to the provisions hereafter mentioned:

Percep-  
tion des  
taxes  
scolaires.

Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Montréal devra, à compter du premier mai 1960, percevoir les taxes qui deviendront dues, dans les limites de son territoire, aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, suivant les dispositions ci-après mentionnées:

Certificat.

1° Il est du devoir du trésorier de la cité de Saint-Laurent et de l'estimateur de la cité de Montréal de fournir chaque année, le ou avant le premier juillet, un certificat, sous son serment d'office, au secrétaire-trésorier de La commission scolaire de Saint-Louis, établissant la valeur totale des immeubles appartenant aux catholiques et apparaissant à leur rôle d'évaluation respectif en vigueur et situés dans le territoire de ladite commission, tel que mentionné dans l'article 368 de la Loi de l'instruction publique.

Résolu-  
tion.

2° Le ou avant le premier septembre qui suit la réception du certificat mentionné au paragraphe précédent, les commissaires devront faire parvenir aux cités ci-dessus mentionnées la résolution imposant la taxe scolaire pour l'année en cours, tel que mentionné à l'article 388 de la Loi de l'instruction publique.

Trans-  
mission.

Durant le mois qui suit l'entrée en vigueur d'une résolution imposant une taxe spéciale sur les propriétaires obligés au coût de certains travaux, conformément aux articles 236 et suivants de la Loi de l'instruction publique, les commissaires doivent faire parvenir aux cités ci-dessus mentionnées une copie certifiée de ladite résolution imposant une telle taxe.

Paiement.

3° La taxe scolaire imposée en vertu du paragraphe précédent sera due et exigible en un seul versement, de la même manière et en même temps que les taxes municipales dues à chacune des cités ci-dessus mentionnées.

Date  
d'imposi-  
tion, etc.

Quant à la taxe scolaire imposée sur les immeubles appartenant aux contribuables catholiques compris dans le territoire de la cité de Saint-Laurent, à compter du premier janvier 1960, l'imposition et la perception des taxes scolaires catholiques se feront du premier janvier au 31 décembre.

Idem.

Quant à la taxe scolaire imposée sur les immeubles appartenant aux contribuables catholiques compris dans le territoire de

Notwithstanding any law to the contrary the city of Montreal shall, from the first of May, 1960, collect the taxes which will become due, within the limits of its territory to the school commissioners for the municipality of Saint-Louis, in the county of Jacques-Cartier, according to the provisions hereafter mentioned:

Collection  
of school  
taxes.

1. The treasurer of the city of Saint-Laurent and the assessor of the city of Montreal shall furnish each year, on or before the first of July, under his oath of office, to the secretary-treasurer of The school commission of Saint-Louis, a certificate showing the total value of the immoveables owned by Catholics and entered on their respective valuation roll in force and located in the territory of the said commission, as stated in section 368 of the Education Act.

Certifi-  
cate.

2. On or prior to the first of September following the receipt of the certificate mentioned in the foregoing paragraph, the commissioners shall forward to the above mentioned cities the resolution imposing the school tax for the current year, as stated in section 388 of the Education Act.

Resolu-  
tion.

During the month following the coming into force of any resolution imposing a special tax upon proprietors charged with the cost of certain works, pursuant to sections 236 and following of the Education Act, the commissioners shall forward to the above mentioned cities a certified copy of the said resolution imposing such tax.

Trans-  
mission.

3. The school tax imposed under the foregoing paragraph shall be due and shall be paid in a lump sum, in the same manner and at the same time as the municipal taxes owing to each above mentioned city.

Payment.

As to the school tax imposed on the immoveables owned by Catholic rate-payers included within the territory of the city of Saint-Laurent, from the first of January, 1960, the imposition and collection of Catholic school taxes shall be made from January first to December 31st.

Date of  
imposi-  
tion, etc.

As to the school tax imposed on the immoveables owned by Catholic rate-payers included within the territory of the

Idem.

la cité de Montréal, à compter du premier mai 1960, l'imposition et la perception des taxes scolaires catholiques se feront du premier mai au 30 avril.

Rôles de perception.

4° Le trésorier de la cité de Saint-Laurent et le directeur des finances de la cité de Montréal prépareront un rôle de perception pour lesdites taxes scolaires et les percevront en même temps que les taxes municipales respectives de chacune des cités lorsqu'elles deviendront dues.

Liste des électeurs.

5° Le trésorier de la cité de Saint-Laurent et le directeur des finances de la cité de Montréal devront fournir, le premier juin de chaque année, au secrétaire-trésorier de la commission scolaire une liste des électeurs ayant le droit de voter aux élections des commissaires, suivant l'article 125 de la Loi de l'instruction publique; tout contribuable autrement qualifié, qui aura payé ses taxes entre la date de la préparation de ladite liste et la clôture de la votation, aura le droit d'obtenir du trésorier de la cité de Saint-Laurent ou du directeur des finances de la cité de Montréal un certificat attestant son droit de voter auxdites élections.

Remises.

6° Le trésorier de la cité de Saint-Laurent et le directeur des finances de la cité de Montréal doivent remettre auxdits commissaires le montant total des taxes scolaires prélevées sur les propriétaires et portées à leur rôle de perception respectif, sans égard à leur perception.

Versements.

Quant à la cité de Saint-Laurent, cette remise se fait en quatre (4) versements dont le premier sera de quarante (40%) pour cent, le premier mars, et les trois autres de vingt (20%) pour cent chacun, payables le premier des mois d'avril, mai et juin.

Idem.

Quant à la cité de Montréal, cette remise se fait en quatre (4) versements dont le premier sera de quarante (40%) pour cent, le premier juillet, et les trois autres de vingt (20%) pour cent chacun, payables le premier des mois d'août, septembre et octobre.

Recours.

Les cités ci-dessus mentionnées pourront exercer tous les recours accordés aux commissions scolaires en vertu de la Loi de l'instruction publique et jouiront de tous les droits et privilèges attachés auxdites taxes et conférés auxdites commissions par ladite loi.

city of Montreal, from the first of May, 1960, the imposition and collection of Catholic school taxes shall be made from May first to April 30th.

4. The treasurer of the city of Saint-Laurent and the director of finance of the city of Montreal shall prepare a collection roll for the said school taxes and shall collect same at the same time as the respective municipal taxes of each of the cities when such taxes become due.

Collection rolls.

5. The treasurer of the city of Saint-Laurent and the director of finance of the city of Montreal shall furnish, on the first of June in each year, the secretary-treasurer of the school board with a list of electors entitled to vote at the election for commissioners, pursuant to section 125 of the Education Act; every ratepayer being otherwise qualified, who has paid his taxes between the date of the preparation of the said list and the closing of the poll, is entitled to obtain from the treasurer of the city of Saint-Laurent or the director of finance of the city of Montreal a certificate establishing his right to vote at the said election.

List of electors.

6. The treasurer of the city of Saint-Laurent and the director of finance of the city of Montreal must deliver to the said commissioners the whole amount of school taxes collected from the proprietors and entered on their respective collection roll, without regard as to their collection.

Remittances.

As to the city of Saint-Laurent, such remittance is made in four (4) instalments, the first being of forty (40%) per cent, on the first of March, and the other three of twenty (20%) per cent each, payable on the first of April, May and June.

Instalments.

As to the city of Montreal, such remittance is made in four (4) instalments, the first being of forty (40%) per cent, on the first of July, and the other three of twenty (20%) per cent each, payable on the first of August, September and October.

Idem.

The above mentioned cities may avail themselves of all the recourses granted to school boards under the Education Act and shall enjoy all the rights and privileges related with the said taxes and awarded by the said act to the said school boards.

Recourses.

Rôles de perception.

7° Quant à la taxe scolaire imposée sur les immeubles appartenant aux contribuables catholiques compris dans le territoire de la cité de Saint-Laurent, les commissaires pourront, pour la période du premier juillet au 31 décembre 1959, faire un rôle de perception, pour cette période de temps, basé sur le rôle d'évaluation alors en vigueur et ils pourront percevoir les taxes scolaires dues par lesdits propriétaires suivant les dispositions générales de la loi.

Idem.

Quant à la taxe scolaire imposée sur les immeubles appartenant aux contribuables catholiques compris dans le territoire de la cité de Montréal, les commissaires pourront, pour la période du premier juillet 1959 au 30 avril 1960, faire un rôle de perception, pour cette période de temps, basé sur le rôle d'évaluation alors en vigueur et ils pourront percevoir les taxes scolaires dues par les propriétaires catholiques suivant les dispositions générales de la loi.

Propriété confirmée.

2. Nonobstant les charges ou dispositions restrictives limitant le droit de propriété de Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, et de leurs auteurs, ladite corporation est déclarée propriétaire des lots et des constructions y dessus érigées qu'ils ont acquis aux termes des actes suivants:

a) Acte de donation par Joseph Desforges dit Saint-Maurice aux commissaires d'écoles de la paroisse Saint-Laurent, reçu devant Me M. N. Lecavalier, notaire, le 7 décembre 1859, sous le numéro 1,045 de ses minutes, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement des comtés Hochelaga et Jacques-Cartier, le 31 août 1882, sous le numéro 12,298.

b) Acte de donation par dame Marguerite Rivard dite Lanouette, veuve de feu Basile Groulx, aux commissaires d'écoles de la paroisse Saint-Laurent, reçu devant Me M. N. Lecavalier, notaire, sous le numéro 3,816 de ses minutes, le 6 mars 1875, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement des comtés Hochelaga et Jacques-Cartier, le 31 août 1882, sous le numéro 12,304.

Collection roll.

7. As to the school tax imposed on the immoveables owned by the Catholic rate-payers included within the territory of the city of Saint-Laurent, the commissioners may, for the period from the first of July to the 31st of December, 1959, make a collection roll, for such period of time, based on the valuation roll then in force and they may collect the school taxes due by the said proprietors pursuant to the general provisions of law.

Idem.

As to the school tax imposed on the immoveables owned by the Catholic rate-payers included within the territory of the city of Montreal, the commissioners may, for the period from the first of July to the 30th of April, 1960, make a collection roll, for such period of time, based on the valuation roll then in force and they may collect the school taxes due by Catholic proprietors pursuant to the general provisions of law.

Ownership confirmed.

2. Notwithstanding the restrictive charges or provisions limiting the right of ownerships of The school commissioners for the municipality of Saint-Louis, in the county of Jacques-Cartier, and of their auteurs, the said corporation is declared proprietor of the lots and constructions thereon erected which were acquired by them under the terms of the following deeds:

a. Deed of gift by Joseph Desforges alias Saint-Maurice to the school commissioners for the parish of Saint-Laurent, received before M. N. Lecavalier, notary, on the 7th of December, 1859, under number 1,045 of his minutes and registered in the office of the registration division of the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier, on the 31st of August, 1882, under number 12,298.

b. Deed of gift by Dame Marguerite Rivard alias Lanouette, widow of the late Basile Groulx, to The school commissioners for the parish of Saint-Laurent, received before M. N. Lecavalier, notary, under number 3,816 of his minutes, on the 6th of March, 1875, and registered in the office of the registration division of the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier, on the 31st of August, 1882, under number 12,304.

Taxe d'éducation autorisée.

**3.** Nonobstant toute loi à ce contraire, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, peuvent, par résolution, imposer, dans cette partie de leur territoire où une telle taxe n'existe pas, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature, établi sur les mêmes bases, sauf pour le pourcentage de l'impôt, avec les mêmes effets et sujet aux mêmes exemptions que la taxe actuellement en vigueur et prévu par l'article 10 de la loi 25-26 George V, chapitre 112, et par l'article 3 de la loi 13 George VI, chapitre 75.

Prélèvement, etc.

Cette taxe spéciale est prélevée et perçue, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et exemptions que la taxe perçue en vertu dudit article 10 de la loi 25-26 George V, chapitre 112, et ses amendements.

Partage.

Cette taxe sera distribuée et partagée suivant les dispositions de l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 75.

Allocations.

**4.** Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, sont autorisés à accorder, par résolution, et à payer, à titre d'allocation, pour frais de représentation et autres dépenses, une somme annuelle de trois cents (\$300.00) dollars au président et de deux cents (\$200.00) dollars à chacun des autres commissaires.

Entrée en vigueur.

**5.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Education tax authorized.

**3.** Notwithstanding any law to the contrary, The school commissioners for the municipality of Saint-Louis, in the county of Jacques-Cartier, may, by resolution, impose within that part of their territory where such tax does not exist, in addition to any other tax, a special tax not exceeding two (2%) per cent, called education tax, of the same nature, established on the same basis, except for the percentage of the tax, with the same effect and subject to the same exemptions as the tax now in force and provided for by section 10 of the act 25-26 George V, chapter 112, and by section 3 of the act 13 George VI, chapter 75.

Levy, etc.

Such special tax is levied and collected, at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions as the tax collected under said section 10 of the act 25-26 George V, chapter 112, and its amendments.

Distribution.

Such tax shall be distributed and divided according to the provisions of section 4 of the act 13 George VI, chapter 75.

Compensation.

**4.** The school commissioners for the municipality of Saint-Louis, in the county of Jacques-Cartier, are authorized to grant, by resolution, and to pay, as a compensation for travelling and other expenses, an annual sum of three hundred (\$300.00) dollars to the chairman and of two hundred (\$200.00) dollars to each of the other commissioners.

Coming into force.

**5.** This act shall come into force on the day of its sanction.